

GUINÉE-BISSAU



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : portugais
Superficie : 36 130 km²
Population : 1,9 million d'habitants

Densité : 53,2 habitants/km²
Taux de croissance démographique : 2,5 %
Part de la population urbaine : 43,8 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 174^e/190

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 175^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,45/6

Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2016) : nd

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 5,66 (4,28 pour l'ASS¹)

PIB par habitant (2019) : 698 dollars

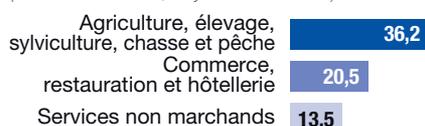
Taux de croissance (2019) : 4,5 %

Inflation (2019) : 0,2 %

PIB (2019) : 850 milliards de francs CFA

Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



nd : non disponible.

¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures

 **58 ans**
Espérance de vie

 **67,1 %**
Population sous le seuil de pauvreté

 **66,6 %**
Accès à l'eau potable

 **7,9 %**
Mortalité infantile

 **50,7**
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **28,7 %**
Accès à l'électricité

 **27,6 %**
Malnutrition infantile

 **45,6 %**
Alphabétisation des adultes

 **82,8**
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **47,5/100**
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **nd**
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **65,8 %**
Taux de participation des femmes au marché du travail

nd : non disponible.

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

- **La croissance du PIB réel est passée à 4,5 % en 2019, après 3,4 % en 2018**, grâce au dynamisme du secteur primaire et du secteur du bâtiment et des travaux publics. La crise internationale de la Covid-19 pèserait fortement sur l'activité en 2020, avec une contraction attendue du PIB réel de 1,9 %.
- **Les équilibres budgétaires et extérieurs se sont dégradés en 2019**, avec un déficit budgétaire global base engagements (dons compris) de 4,2 % du PIB, une dette publique en augmentation à 69,9 % du PIB, et un déficit des transactions courantes de 6,7 % du PIB. Ces déséquilibres s'accroîtraient fortement sous l'effet de la crise internationale de la Covid-19, dans un contexte de forte instabilité politique.
- **Au terme de la crise politique qui a suivi l'élection présidentielle du 29 décembre 2019, Umaro Sissoco Embaló a été officiellement reconnu comme président** par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 22 avril 2020, pour un mandat de cinq ans. La mission de la CEDEAO pour la stabilité et la sécurité en Guinée-Bissau (Ecomib), instituée en 2012, a pris fin en septembre 2020, et le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix (Binugbis) a été fermé en décembre 2020.
- **Le pays a bénéficié en 2020 d'un allègement du service de la dette grâce au Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC)**, pour un montant de 2,5 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), afin de faire face aux conséquences de la crise sanitaire. Il a aussi reçu un don de 15 millions de dollars de la Banque mondiale pour renforcer la sécurité alimentaire.
- **La reprise des projets de développement, notamment ceux menés dans le cadre du Plan stratégique et opérationnel Guinée-Bissau 2015-2020, « Terra Ranka », sera cruciale pour la sortie de crise.** Ils portent actuellement sur le développement humain, le renforcement des capacités institutionnelles et l'amélioration des infrastructures énergétiques et de transport.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

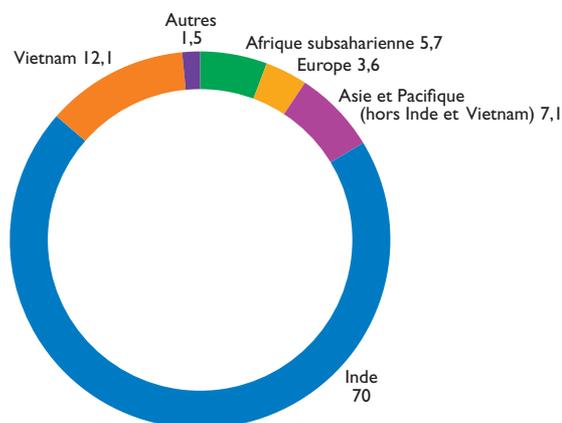
L'économie de la Guinée-Bissau demeure peu diversifiée et repose principalement sur l'exploitation d'un nombre limité de ressources primaires agricoles. Le secteur agricole (36 % du PIB en moyenne sur la période 2015-2019) est dominé par la culture de l'anacarde (noix de cajou), qui représente près de 70 % de l'emploi et plus de 90 % des exportations, et par les activités de pêche et d'élevage. Alors que le secteur secondaire ne représente que 14 % du PIB, le secteur tertiaire (50 % du PIB) est dominé par le commerce et l'hôtellerie-restauration. Le secteur productif est marqué par la prépondérance de l'économie informelle, limitant la capacité de l'État à mobiliser les ressources fiscales. Le pays dispose toutefois de nombreuses opportunités de diversification, grâce notamment à l'importance de ses ressources halieutiques et minières, au potentiel du secteur extractif (bauxite et phosphates notamment) et au tourisme.

La Guinée-Bissau faisant partie des pays les moins avancés (selon la Cnuced), l'amplification du potentiel de croissance apparaît cruciale, dans un contexte de forte croissance démographique (2,5 % par an). La formation brute de capital fixe (limitée à 17 % du PIB en moyenne entre 2010 et 2019) demeure toutefois insuffisante pour atteindre cet objectif, et l'investissement privé, comme public, reste tributaire des fluctuations importantes engendrées par la volatilité des prix des matières premières (en raison de chocs exogènes) et des incertitudes politiques récurrentes (six changements de gouvernement depuis 2014).

L'intégration régionale du pays demeure faible, les exportations étant essentiellement tournées vers les pays émergents. Les exportations d'anacarde, principalement sous forme non transformée, ont représenté plus de 90 % des exportations de biens entre 2015 et 2019, avec pour principal débouché l'Inde (70 % du total entre 2014 et 2018). Les exportations vers l'UEMOA demeurent très réduites (environ 5 %), malgré une position géographique favorable.

Destinations des exportations de la Guinée-Bissau (2014-2018)

(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Principales productions agricoles de la Guinée-Bissau

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA(XOF) par kilogramme)

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Riz	165,1	175,8	187,0
Coton graine	3,9	3,1	3,2
Anacarde	219,5	213,5	222,3
Arachides	108,9	118,0	125,8

Sources : BCEAO et administrations nationales.

Les produits alimentaires et pétroliers occupent une place prépondérante dans le panier d'importations (52 % des importations de biens entre 2015 et 2019). Outre la très forte spécialisation de l'économie, la faible complémentarité avec les partenaires régionaux ainsi que des infrastructures insuffisantes constituent d'importantes entraves au développement économique du pays.

Du fait notamment de l'ancrage de sa monnaie à l'euro, l'inflation en Guinée-Bissau est structurellement faible, à l'instar de l'inflation dans les autres pays de l'UEMOA. Entre 2017 et 2019, l'inflation s'est élevée à 0,5 % en moyenne annuelle, soit un niveau très inférieur au seuil communautaire de 2 %.

Le développement du secteur financier demeure insuffisant pour répondre aux besoins de financement du pays. L'accès au crédit reste limité, notamment pour les PME, la part des crédits à l'économie ne représentant que 15,2 % du PIB, contre 24,7 % en moyenne en

UEMOA. La Guinée-Bissau se situe en outre en dernière position de l'UEMOA sur l'indice synthétique d'inclusion financière de la BCEAO : le pays ne dispose que de deux points de services financiers pour 10000 adultes en 2018 (contre 56 en moyenne en UEMOA) et son taux de bancarisation élargi, comprenant les services de microfinance, n'atteint que 11,8 % (41,1 % en UEMOA).

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

La croissance économique s'est affichée en hausse en 2019, à 4,5 %, déterminant une augmentation de 2,2 % du PIB par tête. Grâce à de bonnes récoltes d'arachides, de riz, de coton et d'anacarde, le secteur primaire a été le principal moteur de cette croissance, avec une contribution de 2,5 points de pourcentage (+1,7 pp en moyenne de 2015 à 2019). Le secteur tertiaire a aussi fortement participé à la croissance économique (+1,7 pp), porté par les services non marchands, tandis que la part du secteur secondaire est moindre, à 0,3 pp. Le niveau général des prix à la consommation s'est stabilisé et ne progresse que de 0,2 % en moyenne annuelle en 2019.

L'activité économique est essentiellement soutenue par la consommation. Ainsi, la consommation finale privée est la principale contributrice à la croissance du PIB réel en 2019 (4,7 pp), suivie de la consommation des administrations publiques (2,1 pp), alors que le total des autres composantes est à contribution négative (-2,3 pp).

En 2020, l'activité économique serait fortement affectée par les effets de la crise de la Covid-19, le PIB réel devant se contracter de 1,9 %. Le pays serait ainsi le seul dans l'UEMOA à entrer en récession en 2020, liée à l'ampleur de la crise économique en Inde, principal partenaire commercial du pays, et amplifiée par des facteurs internes, notamment la crise politique. Les perspectives sont cependant plus favorables à moyen terme, la croissance du PIB devant progressivement converger vers 5,0 % à l'horizon 2023 dans un scénario de levée des mesures de distanciation physique dès la fin de 2020 (cf. contraintes sanitaires face à la crise de la Covid-19) et de reprise économique mondiale dès 2021 (FMI, *Perspectives économiques mondiales*, octobre 2020).

La dégradation du déficit de la balance des transactions courantes en 2019 (57 milliards de francs CFA,

Activité économique et inflation en Guinée-Bissau

(en %)

	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	4,7	3,4	4,5	- 1,9
Inflation (en moyenne annuelle)	1,0	0,3	0,2	1,8

a) Prévisions.

Source : BCEAO.

soit 6,7% du PIB) devrait s'accroître en 2020.

En 2019, ce déficit résulte principalement d'une forte contraction des exportations de biens, en valeur (- 30,8%), qui concerne tant l'anacarde (- 13,5%) que le bois (- 85,5%). Les importations ont progressé de 16,4%, portées par les produits alimentaires (+ 3,5%) et surtout par les biens d'équipement (+ 23,3%), en lien avec la hausse des investissements directs. La balance des services s'est également détériorée (- 6,7%). En 2020, le déficit courant devrait se creuser de 3,6 points de PIB supplémentaires selon le FMI, du fait des difficultés du secteur de l'anacarde (affecté par les restrictions dues à l'épidémie de Covid-19) et de la forte dépendance aux importations pour les produits alimentaires et pétroliers.

Après une légère amélioration en 2019, l'exécution budgétaire se dégraderait fortement en 2020 sous l'effet de la crise de la Covid-19, dans un contexte de forte instabilité politique.

En 2019, le déficit budgétaire global (base engagements, dons compris) s'est légèrement réduit, à 4,2% du PIB (contre 4,5% en 2018). Dans un contexte préélectoral, la forte hausse des dépenses courantes (+ 20,2%), notamment salariales, a été compensée par celle des recettes non fiscales (+ 27,9%) ainsi que par une baisse importante des dépenses en capital (- 35,9%). Dans le contexte de la crise de la Covid-19, le déficit budgétaire devrait de nouveau s'accroître en 2020, pour atteindre 8,3% du PIB selon le FMI.

La forte progression de la dette publique enregistrée en 2018 et 2019 (+ 15,6 points de PIB en deux ans) devrait encore s'accroître en 2020 (+ 12,2 points selon le FMI).

À fin 2019, la dette publique a atteint près de 70% du PIB, niveau supérieur à la moyenne de l'UEMOA (44,3%) et correspondant au plafond communautaire. Si l'analyse de viabilité de la dette du FMI, en mai 2018, avait conclu à un risque de surendettement modéré, la dynamique de la dette publique appelle une vigilance renforcée, en particulier en temps de crise.

Le programme du FMI appuyé par une facilité élargie de crédit (FEC), et étendu d'un an en 2018, est arrivé à échéance en juillet 2019.

Cette extension avait pour objet de favoriser la stabilité macroéconomique durant la période électorale, d'appuyer la mobilisation des ressources fiscales (9,3% du PIB) et le développement des infrastructures, ainsi que de couvrir les besoins de la balance des paiements. Les priorités identifiées par le FMI en 2019 portent sur la lutte anticorruption et les réformes visant à améliorer la gouvernance. Dans le contexte de la crise de la Covid-19, la Guinée-Bissau a également bénéficié d'un allègement du service de la dette par le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC) du FMI, à hauteur de 1,1 million de DTS pour la première tranche (avril 2020) et 1,4 million pour la seconde (octobre 2020).

La situation du secteur bancaire a continué de s'améliorer en 2019, mais il demeure fragile.

Le total de bilan du système bancaire a progressé de 16,6% en 2019 (après 6,5% en 2018), pour représenter près de 36% du PIB (contre 47% pour l'UEMOA). Le produit net bancaire a augmenté de 5,0%, porté principalement par la hausse des autres produits d'exploitation bancaire (+ 190,4%) et des produits sur opérations de change (+ 125,5%). Le résultat net agrégé du système bancaire, très faible en 2018, s'est élevé à 12,9 milliards de francs CFA, ce qui s'est traduit par une forte progression des indicateurs de rentabilité : le taux de marge nette est ainsi passé de 12,1% en 2018 à 62,8% en 2019 et le coefficient de rentabilité de 18,9% à 48,2%.

La qualité des portefeuilles des établissements bancaires, en légère amélioration, demeure toutefois faible.

Le ratio de créances en souffrance brutes sur le total des créances brutes a poursuivi sa baisse pour s'établir à 20,0% en 2019, contre 26,1% en 2018. Ce ratio reste néanmoins nettement supérieur à la moyenne de l'UEMOA (11,5%). Le taux de provisionnement s'est accru de 9,9 points pour atteindre 75,5% en 2019. Le principal ratio de solvabilité, à savoir le ratio de couverture des risques ¹, négatif depuis 2018, est passé de - 7,3% à - 6,4% en 2019. Le recul de l'activité économique en 2020 pourrait cependant engendrer une détérioration des portefeuilles bancaires, notamment vis-à-vis des entreprises dont l'activité s'est trouvée paralysée une partie de l'année.

¹ Défini comme le rapport entre les fonds propres et les risques.

ENJEUX ET DÉFIS

En 2020 et 2021, le principal défi auquel le pays est confronté tient aux conséquences de la crise de la Covid-19 et à la sortie de crise. Malgré une incidence relativement faible², la pandémie a fortement sollicité le système de santé et a nécessité la mise en place d'un plan sanitaire et de relance, estimé à 5,2% du PIB par le FMI. La crise a néanmoins remis en cause les progrès observés au cours des dernières années dans la lutte contre la pauvreté. Le PIB par tête devrait baisser de 5,0% en 2020 (plus forte contraction au sein de l'UEMOA) pour retrouver son niveau de 2016, et 72% de la population est exposée à l'insécurité alimentaire (selon le FMI et la Banque mondiale). Les mesures de distanciation physique ont également affecté le bon déroulement de la campagne d'anacarde, source de revenus d'une grande partie de la population. Afin de réduire l'insécurité alimentaire, la Banque mondiale a débloqué un financement d'urgence de 15 millions de dollars en septembre 2020.

Le faible développement du capital humain limite les perspectives de croissance ainsi que la résilience de l'économie bissau-guinéenne, alors même que son PIB par habitant est l'un des quinze plus faibles au monde (en parité de pouvoir d'achat). L'espérance de vie ne dépasse pas 58 ans, 67,3% de la population vit en situation de pauvreté multidimensionnelle (multiples privations subies) et 19,2% y est vulnérable (Programme des Nations unies pour le développement – Pnud, 2014). L'indice de développement humain (IDH) apparaît faible (175^e rang mondial en 2019), avec un taux d'alphabétisation des adultes de 45,6% (59,9% pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne) et une durée moyenne de scolarisation de 3,3 ans. Les dépenses publiques d'éducation et de santé (respectivement de 2,1% et 2,2% du PIB – Banque mondiale, 2013, et OMS, 2015) sont insuffisantes pour améliorer durablement la productivité de l'économie. La résilience du secteur agricole face au changement climatique, entraînant en Guinée-Bissau un allongement des saisons sèches et une baisse des précipitations lors des saisons des pluies (Banque mondiale), doit également être renforcée.

L'instabilité politique persistante a nui au développement d'institutions robustes et aux investissements, seuls à même de promouvoir une croissance élevée et soutenue. Cette instabilité endémique, qui s'est à nouveau manifestée fin 2019-

début 2020, a pu limiter la capacité de l'État à faire face à la crise de la Covid-19 et ralentir l'engagement des institutions financières internationales et des investisseurs. L'amélioration de la gouvernance constitue ainsi l'un des objectifs majeurs de l'assistance technique internationale, notamment celle du FMI. La commission créée en mai 2020 pour réformer la constitution a notamment pour mandat de mieux définir le partage du pouvoir entre président et Premier ministre, une question à l'origine de la longue contestation des résultats des élections présidentielles de 2019. Les soldats de la mission sécuritaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), mise en place en 2012, ont commencé à quitter le pays en septembre 2020, tandis que le Bureau intégré des Nations unies, qui assurait une mission de médiation, d'assistance technique et de consolidation de la paix, a pu être fermé en décembre 2020.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Les projets financés par la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) sont concentrés sur les infrastructures. La BOAD a approuvé en 2019 le financement de deux projets d'aménagement routier et de réhabilitation de l'aéroport international de Bissau pour des montants de 30,5 millions d'euros chacun. La BAfD n'a pas approuvé de nouveaux projets en 2019 : les projets retenus en 2018 portent sur l'aménagement routier entre la Guinée et la Guinée-Bissau (environ 44 millions d'euros) et le système de distribution d'électricité dans la capitale (environ 18 millions d'euros). Les autres projets actifs de l'institution portent sur le développement de la filière riz, la lutte contre le spodoptera (qui ravage les principales cultures de céréales et maraîchères) et le renforcement des capacités institutionnelles.

Un projet de développement du transport rural a été approuvé par la Banque mondiale en 2019. Financé à hauteur de 15 millions de dollars, il s'achèvera en 2025 et a pour objectifs la réhabilitation d'une partie du réseau routier non pavé ainsi que le renfor-

² 444 cas positifs, soit environ 115 cas pour 100 000 habitants, et 44 décès au 14 décembre 2020 (source : Centre européen de prévention et de contrôle des maladies – ECDC).

cement institutionnel du secteur des transports. Les autres projets en cours portent principalement sur le développement humain : qualité de l'éducation, couverture des services de soins de maternité, et protection sociale.

Le rythme de la sortie de crise dépendra en partie de l'accélération de la mise en place de projets de

développement et de l'accroissement des capacités de production. Outre les projets d'appui technique existants avec le FMI (statistiques, gouvernance et lutte anti-corruption), la BAfD (en matière de justice notamment) et d'autres organisations internationales, une amélioration du climat des affaires apparaît essentielle pour accroître l'investissement intérieur et étranger, seul à même d'engendrer une croissance durable et inclusive.

ANNEXE

Guinée-Bissau – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	956,6	1 112,9	1 086,0	1 124,2
PIB nominal	737,8	853,6	836,0	850,2
Importations de biens et services	218,7	259,3	250,0	274,0
Emplois	956,6	1 112,9	1 086,0	1 124,2
Consommation finale	637,6	740,4	753,6	844,9
Publique	121,8	142,8	149,0	174,3
Privée	515,8	597,6	604,6	670,6
Formation brute de capital fixe ^{a)}	133,8	154,7	121,1	132,6
Exportations de biens et services	185,2	217,8	211,3	146,6
Épargne intérieure brute	100,2	113,1	82,4	5,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 33,5	- 41,5	- 38,7	- 127,3
Taux d'investissement (en% du PIB)	18,1	18,1	14,5	15,6
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,4	4,7	3,4	4,5
Déflateur du PIB	2,7	10,5	- 5,2	- 2,7
Prix à la consommation, en moyenne	1,5	1,0	0,3	0,2

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Guinée-Bissau – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes et dons	112,2	143,7	128,6	130,0
Recettes budgétaires	84,6	100,8	98,3	105,6
Recettes fiscales	63,5	81,3	77,6	79,1
Recettes non fiscales	21,1	19,5	20,7	26,5
Dons	27,6	42,8	30,3	24,4
Dépenses et prêts nets	152,3	155,4	166,2	165,8
Dépenses totales	142,4	155,4	166,2	165,8
Dépenses courantes	99,9	100,4	105,5	126,9
Traitements et salaires	31,5	33,8	37,0	45,5
Autres dépenses courantes	43,6	61,4	63,6	73,6
Autres dépenses non classées	20,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	4,8	5,2	4,9	7,8
Sur la dette intérieure	1,9	2,1	2,0	3,1
Sur la dette extérieure	2,9	3,1	2,9	4,7
Dépenses en capital	42,5	55,0	60,7	38,9
Sur ressources intérieures	1,6	2,2	2,1	1,8
Sur ressources extérieures	40,9	52,8	58,6	37,1
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	9,9	0,0	0,0	0,0
Solde global base engagements (hors dons)	- 67,7	- 54,5	- 67,9	- 60,2
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 40,1	- 11,7	- 37,6	- 35,8
Solde primaire de base ^{b)}	- 12,2	3,4	- 4,4	- 15,3
Ajustement base caisse	10,8	18,6	0,4	9,5
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	10,8	18,6	0,4	9,5
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 56,9	- 35,9	- 67,5	- 50,6
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 29,3	6,9	- 37,2	- 26,3
Financement	29,3	- 6,9	37,2	26,3
Financement intérieur net	17,3	- 14,1	- 10,4	14,4
dont bancaire	17,3	- 14,1	- 10,4	14,4
dont non bancaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement extérieur net	12,0	7,2	47,6	11,9
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes publiques	432,4	463,6	504,1	594,5
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	11,5	11,8	11,8	12,4
Dépenses courantes	13,5	11,8	12,6	14,9
Solde base engagements (dons compris) ^{a)}	- 5,4	- 1,4	- 4,5	- 4,2
Dettes publiques	58,6	54,3	60,3	69,9

nd : non disponible.

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Guinée-Bissau – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	10,0	2,3	- 25,0	- 56,8
1 - Biens et services	- 33,5	- 41,5	- 38,7	- 127,3
Balance des biens	27,5	28,3	30,7	- 53,3
Exportations de biens FOB	164,0	197,5	188,6	130,4
dont : anarcade	159,5	196,1	140,2	121,2
bois	0,0	0,0	44,9	6,5
poissons et crevettes	0,0	0,0	0,0	0,0
Importations de biens FOB	- 136,5	- 169,2	- 157,9	- 183,8
Importations de biens CAF	- 165,7	- 205,4	- 191,6	- 223,0
dont : produits alimentaires	- 60,2	- 72,8	- 64,3	- 66,5
biens d'équipement	- 23,7	- 29,7	- 30,7	- 37,9
produits pétroliers	- 28,0	- 35,4	- 39,4	- 37,5
Balance des services	- 61,0	- 69,8	- 69,4	- 74,0
dont fret et assurances	- 29,2	- 36,1	- 28,7	- 39,2
2 - Revenus primaires	17,6	8,4	- 28,4	12,1
dont intérêts sur la dette	- 2,2	- 2,2	- 2,7	- 2,3
3 - Revenus secondaires	25,9	35,4	42,1	58,4
Administrations publiques	1,4	9,6	10,2	14,8
dont aides budgétaires	1,4	2,7	0,0	10,4
Autres secteurs	24,5	25,8	31,9	43,6
dont transferts de fonds des migrants	39,6	43,4	52,8	54,1
b - Compte de capital	29,6	60,6	23,4	26,8
c - Compte financier	- 6,8	42,7	- 19,6	- 23,5
Investissements directs	- 14,0	- 8,9	- 11,6	- 17,3
Investissements de portefeuille	- 10,8	- 8,5	- 18,2	- 9,0
Autres investissements	18,0	60,1	10,3	2,8
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	4,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 12,5	- 8,9	- 4,0	- 9,0
e - Solde global (a + b - c + d)	33,8	11,2	13,9	- 15,5
Taux de couverture ^{a)}	84,7	84,0	84,5	53,5
Solde courant (en% du PIB)	1,4	0,3	- 3,0	- 6,7
Solde global (en% du PIB)	4,6	1,3	1,7	- 1,8

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménages, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Guinée-Bissau – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	29	34	70	78
Moyen terme	63	40	47	51
Long terme	9	9	1	1
Total	101	83	118	129

Source : BCEAO

Guinée-Bissau – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif				Passif			
	2017	2018	2019		2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	52	32	45	Opérations de trésorerie et interbancaires	82	76	106
Opérations avec la clientèle	99	133	137	Opérations avec la clientèle	139	157	161
Opérations sur titres et diverses	86	88	108	Opérations sur titres et divers	12	16	12
Valeurs immobilisées	9	9	15	Provisions, fonds propres et assimilés	13	13	27
Total	246	262	305	Total	246	262	305

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	21	25	31
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1	0	0
Produits sur opérations avec la clientèle	13	15	18
Produits sur opérations sur titres et diverses	3	4	5
Produits sur opérations de change	2	3	6
Produits sur opérations hors bilan	1	1	0
Produits sur prestations de services financiers	1	1	1
Autres produits d'exploitation bancaire	1	0	0
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 1	- 1	0
2. Charges bancaires	4	6	11
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2	2	3
Charges sur opérations avec la clientèle	1	2	2
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	0	1	5
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	0	0	0
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	17	20	21
4. Produits accessoires nets	1	0	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	18	20	21
6. Frais généraux	13	14	15
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	2	2
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	3	5	4
9. Provisions nettes sur risques	4	2	- 5
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	- 1	3	8
12. Résultat exceptionnel net	0	0	8
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôt sur les bénéfices	0	0	3
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	- 1	2	13

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	89,3	78,9	83,6
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	- 9,7	18,9	48,2
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	- 7,5	12,1	62,8
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	34,0	26,1	20,0
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	15,8	10,8	5,7
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	63,6	65,6	75,5

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	2,2	- 7,3	- 6,4
Rapport de liquidité	91,1	83,9	87,7

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	67	100
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ($\geq 5,625\%$)	67	67
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625\%$)	67	67
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625\%$)	67	67
Norme de division des risques ($\leq 65\%$)	67	67
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	67	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	100	100
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ($\leq 15\%$ FPB (T1))	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs (FPE))	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ($< 15\%$ FPB (T1))	100	100
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ($< 100\%$ FPB (T1))	100	100
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ($< 20\%$ FPE)	100	100
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables ($\geq 50\%$)	33	67
Coefficient de liquidité ($\geq 50\%$)	100	100

Source : Commission bancaire de l'UMOA.